L'OPINION PUBLIQUE.

JEUDI, 7 NOVEMBRE, 1872.

BULLETIN.

Sous le titre de "La première vague de la marée," la *Gazette* de Montréal a publié un article qui lui fait grand honneur. Il s'agissait de la nouvelle, donnée par le cable, qu'un groupe assez considérable d'immigrants Alsaciens et Lorrains venait de s'embarquer pour la Province de Québec. La *Gazette* se réjouit de cette nouvelle; elle a des paroles pleines de sympathie pour une immigration française et encourage fortement les autorités à ne rien épargner pour attirer ici, en plus grand nombre possible, les Alsaciens et Lorrains que l'horreur du joug Prussien chasse de leur pays. Les avantages d'une telle immigration sautent aux yeux; ici, les Alsaciens-Lorrains trouveront une nouvelle patrie et de nouveaux frères. Etant donnée la nécessité de quitter leur pays, ils ne peuvent mieux faire que venir dans le Bas-Canada. D'un autre côté, la Province de Québec, toute la Puissance a grand besoin d'eux. Ce sont, pour la plupart, des labourers industriels et très expérimentés, des artisans et des industriels les plus capables du monde. Dans un temps où l'on ne parle que de réformes agricoles, que d'industrie et de manufacture, c'est précisément le genre d'immigration qu'il nous faut. C'est l'avis de la *Gazette* de Montréal, qui montre en cela une largeur de vue et une absence de préjugés qu'on rencontre assez rarement. Nous espérons que les autorités ne négligeront rien, feront tout en leur pouvoir pour bien recevoir les premiers qui arriveront et en faire arriver le plus souvent possible.

La situation est fort tendue à Manitoba. Depuis l'assaut brutal commis sur la personne de M. Jos. Dabuc, les esprits sont dans un état de grande excitation. Un correspondant du *Mail*, de Toronto, parle d'une résolution suprême que méditent de prendre les Métis français et catholiques, si l'on continue ainsi à ne pas exécuter les lois. Ils parlent d'établir un tribunal pour eux, de ne plus se soumettre au régime actuel, et leurs députés à la Chambre Locale s'en retireraient sous protêt. Ce serait la guerre civile imminente. Elle est dans l'ordre des choses très possibles. En effet, quel pays, quelle justice! On empêche la votation par la violence; on détruit, on vole les livres de poll; on saccage deux établissements d'imprimerie. Les assises criminelles s'ouvrent, les grands jurés délibèrent, on espère que la justice va atteindre les coupables. Naïveté!! Les coupables sont pris sous la protection des grands jurés et les témoins qui ont voulu déposer sont assommés. Et tout cela, parce que quelques fanatiques du Haut-Canada s'imaginent que le gouvernement de la Puissance a acheté le Nord-Ouest pour les *Ontario men*.

Une bonne organisation judiciaire serait probablement le meilleur moyen de mettre fin à cette dangereuse situation. Les dernières nominations nous inspirent à ce sujet la plus légitime espérance. Voici quelle est maintenant la composition de la Cour du Banc de la Reine à Manitoba: Juge en chef, l'Hon. M. Morris; Juges puisnés, MM. McKeagney et Betournay. Le premier a fait ses preuves; c'est un homme intègre et capable; nous ne connaissons pas M. McKeagney, mais on en dit beaucoup de bien. Quant à M. Betournay, c'est bien l'un des meilleurs choix que l'on pouvait faire. Honnête et respectable, énergique et judicieux, avocat fort habile et bien versé dans la connaissance du droit, exempt de préjugés, il a tout ce qu'il faut pour bien remplir la mission si difficile et si délicate de Juge à Manitoba.

Quelques journaux annonçaient récemment la rupture des négociations entre les Compagnies Allan et McPherson pour en arriver à une entente au sujet du Contrat du Pacifique; on disait même que le Gouvernement avait perdu tout espoir d'en venir à un arrangement quelconque avec elle et était à la veille de former une troisième compagnie à laquelle il pût donner le contrat de la construction du Pacifique, comme il s'en est réservé le droit par son acte de la dernière session. Nous avons de bonnes raisons de ne pas croire à l'exactitude de cette nouvelle.

Que la Compagnie McPherson montre beaucoup de mauvais vouloir, c'est connu; mais que ce mauvais vouloir puisse avoir pour effet de priver la Compagnie Allan de ses justes droits au Contrat, nous ne le pensons nullement.

L'avènement au pouvoir de l'Hon. M. Mowat, ci-devant Juge, a donné lieu à des commentaires et à des polémiques assez intéressants sur les Juges et la politique. Il ne faut pas, dit-on d'un côté, faire descendre les Juges du Banc pour les lancer dans le tourbillon des passions politiques. La raison de la confiance inébranlable que l'on repose en eux, c'est leur retraite de l'arène des partis, la croyance que cette retraite est permanente et que, conséquence naturelle, leur esprit plane au-dessus des préjugés et des intérêts plus ou moins respectables qui occa-

sionnent et alimentent les luttes politiques. S'il est admis que les partis pourront à l'avenir aller chercher sur le Banc des chefs et des ministres, on détruit par là même l'élément essentiel de cette confiance; les Juges ne sont plus indépendants; le respect dont on les entoure s'en va; leur prestige est entamé.

D'autres, moins peureux, plaident les circonstances atténuantes, et prétendent qu'il peut exister des cas exceptionnels où un juge peut devenir ministre sans que le monde soit renversé. Lorsque les hommes manquent, ou lorsque la force des préjugés et l'intensité des passions politiques ont rendu certains hommes impossibles, il peut devenir nécessaire, dans l'intérêt public, d'appeler un juge à la tête des affaires, sans inconvénients très graves. Au reste, il y a un moyen bien simple d'obvier au mal, d'éviter le danger. Il est évident, pour tout le monde, que le traitement des Juges n'est pas suffisamment élevé; il n'a pas suivi la progression toujours montante de la valeur des choses et des salaires des autres employés. Grand nombre d'hommes d'affaires et presque tous les caissiers de banques et de grosses maisons sont mieux rétribués que les juges. C'est une anomalie regrettable. On devrait, comme le remarquait le "*Mail*" tout récemment, mettre les Juges à l'abri du besoin et de la tentation de revenir à la politique. Ils exercent la plus haute, la plus noble fonction; ils ont la plus grande responsabilité: qu'on leur donne un traitement qui les mette en mesure de faire honneur à leur position. Tout le monde applaudira.

Grande démonstration à Cornwall le 31 du mois dernier, pour célébrer les victoires de l'opposition d'Ontario. Les Hon. MM. McKenzie et Blake y étaient et ont prononcé des discours. Nous avons rarement lu un aussi magnifique discours que celui de M. Blake; c'était un discours-ministre et un discours d'homme d'Etat; beaucoup de largeur et beaucoup de philosophie. "Je crois," dit-il entre autres choses, je crois au système monarchique, et aux quelques amis américains qui me demandent quand le Canada va s'annexer à la Grande République, je suis dans l'habitude de répondre que, de fait, la Grande République n'est pas assez libre pour nous, Canadiens, parce que le Président y possède beaucoup trop de pouvoirs. Il n'y a, en effet, ici, aucun danger que l'on abuse du pouvoir royal; le seul danger "qui doit nous préoccuper, ce sont les abus des pouvoirs exécutifs agissant sans l'intervention du Parlement ou même avec cette intervention. C'est le peuple qui doit gouverner; le Cabinet n'est qu'une espèce de comité choisi d'une manière particulière et qui, quoiqu'obligé de prendre l'initiative d'une politique, doit néanmoins soumettre cette politique au jugement du peuple exprimé par ses représentants. Trois choses, ajoute-t-il, "sont nécessaires pour l'efficacité de cette belle constitution. Il doit y avoir, premièrement, la liberté des élections, sans laquelle le peuple ne peut pas réellement être représenté en Parlement. Pour atteindre ce but, il nous faut des lois et une opinion publique telles que les représentants parlementaires puissent bien commander qu'ils sont les serviteurs des électeurs et non leurs maîtres. Le second point essentiel, c'est que les représentants soient personnellement indépendants, et le troisième, que le corps—les Chambres—maintienne soigneusement ses droits et privilèges, et n'en livre aucun à l'Exécutif."

L'on a, à ce banquet, naturellement servi du Riel—il n'y a pas de diner gris convenable sans cet assaisonnement; on y a refait complètement l'épopée Scott. M. Blake peut se donner pour excuse la grande importance—pas assez sentie dans le Bas-Canada—qu'il attache au Nord-Ouest. "La stabilité, dit-il, de la puissance britannique sur ce continent dépendra de l'heureuse administration des affaires dans le Nord-Ouest. C'est le principal but vers lequel doivent tendre le peuple de ce pays et ses hommes d'Etat."

On sait que M. Blake est un loyal par excellence; il parle des relations entre l'Angleterre et le Canada en amour passionné de la connection britannique qui, suivant lui, ne devrait jamais cesser. Il arrive d'Angleterre, où il prétend avoir trouvé très fort le sentiment public en faveur du maintien du lien colonial.

J. A. MOUSSEAU.

INDUSTRIE.

Le "*Canadien*" vient de faire un relevé intéressant des industries qu'on trouve maintenant à Québec.

On voit par ce tableau qu'il y a dans Québec deux mille quarante-cinq personnes employées dans la cordoanerie, gagnant en moyenne un dollar par jour et six cent treize mille cinq cents piastres par année, pour faire environ un million cinq cent trente-trois mille paires de chaussures valant au moins 2,300,000 piastres.

Les fabriques d'allumettes fournissent de l'emploi à cent vingt-quatre personnes gagnant annuellement \$25,792.

La carrosserie emploie quatre-vingt-quinze hommes environ, dont les gages annuels s'élèvent à \$40,000.

La brasserie fournit de l'emploi à 125 personnes, gagnant par année, \$38,900. Québec renferme 3 établissements de ce genre.

Les divers moulins à farine, dit le journal déjà cité, fournissent de l'occupation à près de vingt meuniers et autres employés, qui gagnent annuellement une somme de 7,000 piastres et mouident environ cent mille minots de grain dont la farine est vendue à Québec et dans les Provinces Maritimes.

Il y a de plus, dans Québec, trois fabriques de biscuits, employant quarante-six hommes, six fabriques de savon, chandelle, colle, etc., employant vingt-cinq hommes, dont les gages annuels sont de \$4,500; plusieurs manufactures de voiles qui donnent de l'ouvrage à une cinquantaine de personnes qui gagnent \$10,000, et deux fabriques de tabac employant 30 hommes qui gagnent annuellement 10,800 piastres.

CONSTRUCTION DE NAVIRES.

La construction des navires occupe huit cents hommes gagnant environ \$300,000 par an.

Après avoir déploré la décadence de cette industrie à Québec, décadence qui a forcé tant d'ouvriers de Québec à s'expatrier, le "*Canadien*" exprime l'espoir que bientôt la construction des navires va reprendre son importance, grâce au renouvellement probable du traité de réciprocité, à l'élévation du prix du fer et aux désavantages des navires en fer. Le "*Canadien*" mentionne ensuite les fabriques de meubles de MM. Drum et M. P. Vallières, les fonderies à Québec et à Lévis de MM. Bisset, St. Laurent, Rousseau et Williams, de MM. Terreau et Racine, Terreau et Cie., la fabrique de haches et de targettes de M. Boivin, les fabriques de ressorts et d'articles en caoutchouc, etc., etc.

En Haut-Canada plusieurs villes accordent des bonus aux manufacturiers ou leur font remise des taxes municipales. Quelles sont les villes qui font la même chose dans le Bas-Canada?

Les dernières séances de l'Union Catholique ont été consacrées à la question agricole et industrielle. Dimanche dernier, c'était M. Bonnement qui exposait ses idées sur la situation du pays avec une justesse de vues remarquable. On voit que M. Bonnement s'est mis au fait de nos besoins et qu'il connaît nos ressources. "Ce qu'il faut à votre pays, dit-il, c'est de l'agriculture améliorée, de l'industrie agricole, une éducation agricole et industrielle." On avouera que ce sont bien là les idées que nous prêchons depuis trois ans.

Le dimanche précédent le rév. M. Tassé, ex-supérieur du collège de Ste. Thérèse, qui a étudié ces questions avec tant de succès, exprimait des idées semblables. De partout s'élevaient des voix puissantes en faveur du progrès industriel et agricole. La Chambre locale est en session, prêtera-t-elle l'oreille à ces voix, comprendra-t-elle que de toutes les questions c'est celle qui mérite le plus notre considération?

L. O. DAVID.

LES STATUTS.

Les statuts de la dernière session du Parlement de Québec viennent d'être publiés, et s'il faut en juger par quelques-uns de ces statuts, la législation ne fait pas honneur au Bas-Canada. Je viens de parcourir le chap. 6 dont le but est d'amender le Code de Procédure Civile, et j'ai vu avec peine qu'on s'en est arrêté à des changements futiles, et qu'on a voulu corriger le langage du code en le remplaçant par des fautes de grammaire. Ainsi, entre autres corrections, je peux citer la substitution des mots *être émané* au lieu de *d'émaner*. Les rédacteurs des amendements paraissent ignorer que le verbe émaner est neutre, et n'a pas de passif. Cependant cette correction est répétée dans les sections 21 et 22. Quant aux changements futiles, et je pourrais dire inutiles, je citerai d'abord la section 15.

Le Code de Procédure, art. 560, veut que dans la saisie des meubles le défendeur soit interpellé de signer le procès-verbal; le législateur maintenant a des scrupules à l'égard de cet article, et l'amende en introduisant les mots *s'il est présent*, comme s'il était possible que les tribunaux puissent exiger cette formalité lorsque le saisi est absent. Il est aussi difficile de saisir la nécessité du changement apporté par la sec. 2 du statut à l'article 68 du Code de Procédure.

Je me suis mis l'esprit à la torture et sans résultat pour comprendre l'objet et la portée des sec. 26 et 32.

La section 31 est assez étrange; elle dit que la Cour de Circuit siégeant dans les districts de Québec et de Montréal, hors les cités de Québec et de Montréal, a toujours eu juridiction dans les causes appelables nonobstant la 9^e section de l'acte du Canada, 34 Vict., qui la lui a ôtée.

Il y aurait bien d'autres fautes à signaler. Terminons en faisant observer la confusion qui a dû régner dans l'esprit du législateur en mêlant dans un même acte des amendements au Code Civil avec des amendements à la Procédure, et ajoutant pour surcroît des changements dans l'organisation judiciaire. On en ressent maintenant l'inconvénient, car à raison de la dernière partie, on a ordonné que ce statut ne deviendrait en force qu'après une proclamation du Gouverneur, et comme cette proclamation ne pourra émaner qu'après que le gouverneur fédéral aura pourvu au salaire du juge additionnel, on est obligé d'attendre cet avènement pour la mise en force d'autres dispositions nécessaires pour réparer la législation trop précipitée de l'année précédente.